

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 26 JUIN 2019**

JP/VA

**OBJET : 2.2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – OBJECTIFS SUR PRIMES  
VARIABLES**

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-six du mois de juin à quinze heures trente minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : 2.2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – OBJECTIFS SUR PRIMES VARIABLES**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Dans sa séance du 13 mars 2019, le bureau syndical a délibéré sur les objectifs pris en compte pour la fixation des primes variables de la collectivité (prime variable sur objectifs pour le secteur privé, prime d'intéressement à la performance collective des services pour le secteur public).

Un objectif lié à la sécurité au travail a été rajouté par le bureau postérieurement à l'avis donné par le comité technique le 12 mars. Celui-ci, dans sa séance du 7 mai, a proposé de moduler la délibération du bureau, et demandé au président d'exclure les accidents de trajet domicile-travail de l'évaluation, tout en maintenant le taux de fréquence comme indicateur. En effet, ces accidents sont relativement indépendants des efforts réalisés par toutes les parties en matière de prévention.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, d'**APPROUVER** cette adaptation de modalité.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL